

ÉRIC BERR

Macro éco- nomie

ÉCOSUP

3^E ÉDITION

DUNOD

Éditorial : Guillaume Clapeau, Sandrine Paniel

Fabrication : Bertrand Thévenot

Couverture : Studio Dunod

Mise en page : Lumina Datamatics

© Dunod, 2026
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 978-2-10-090049-7

● Table des matières

Avant-propos à la troisième édition	XIII
Introduction	1

Partie 1

L'approche macroéconomique et la représentation simplifiée du circuit économique	7
--	---

Chapitre 1 L'approche macroéconomique	9
---------------------------------------	---

1. Les deux voies de la science économique : la macroéconomie et la microéconomie	9
1.1 Deux visions du monde différentes	9
1.2 Les trois grands clivages : monnaie, équilibre, temps	10
2. Macroéconomie orthodoxe et macroéconomie hétérodoxe	11
2.1 Réalisme et instrumentalisme	11
2.2 Holisme et individualisme méthodologique	13
2.3 Rationalité absolue et rationalité raisonnable	15
2.4 Production et rareté	16
2.5 L'attitude face aux marchés	17
3. L'optique du circuit et sa filiation post-keynésienne	18
3.1 Le principe de la demande effective	18
3.2 L'incertitude radicale	19
3.3 Le temps historique	20
3.4 L'économie monétaire de production	20
3.5 Les conflits de répartition	21

L'essentiel	22
--------------------	----

Entraînez-vous	23
----------------	----

Solutions	24
-----------	----

Chapitre 2	Le système capitaliste selon Marx	27
1.	L'héritage conceptuel de Marx	27
1.1	La philosophie de l'histoire : l'héritage hégélien	28
1.2	La théorie de la valeur-travail : l'héritage ricardien	29
1.3.	Le schéma de la reproduction : l'héritage « quesnaysien »	33
2.	L'analyse d'ensemble de la crise capitaliste	37
2.1	La condition marxiste de la crise capitaliste	37
2.2	L'inéluctabilité de la crise	39
2.3	La régulation capitaliste	41
	L'essentiel	44
	Entraînez-vous	45
	Solutions	47
Chapitre 3	La conception du système économique selon Keynes	51
1.	La relation investissement-épargne et la « révolution keynésienne »	52
1.1	Keynes et les impasses de l'économie « classique »	52
1.2	La « révolution keynésienne »	53
2.	La représentation du système économique par le circuit keynésien	56
2.1	Les pôles	56
2.2	Les flux	57
2.3	Le circuit keynésien de base	60
3.	Le mécanisme de l'équilibre des flux : le multiplicateur keynésien	62
3.1	Définition du multiplicateur keynésien	62
3.2	La dynamique équilibrante du multiplicateur	63
3.3	Le multiplicateur et la politique économique	64
4.	Le mécanisme de la crise économique	67
4.1	Le circuit keynésien en économie ouverte	67
4.2	La condition de crise dans le circuit keynésien	68

4.3 Les facteurs de la crise dans le circuit keynésien	72
4.4 La régulation capitaliste selon le circuit keynésien	76
L'essentiel	79
Entraînez-vous	80
Solutions	82

Partie 2

Le système de comptabilité nationale : une représentation détaillée du circuit économique 85

Chapitre 4 Le circuit macroéconomique en comptabilité nationale 89

1. Les opérations	89
1.1 La production	90
1.2 La consommation	92
1.3 Les autres opérations	96
2. Les agents	100
2.1 Définition de l'agent économique : l'unité institutionnelle	100
2.2 Le regroupement des unités en secteurs institutionnels	101
3. Les comptes de secteur et leur articulation	104
3.1 L'articulation des flux dans les comptes de secteur	104
3.2 Le compte simplifié des sociétés non financières	107
3.3 Le compte du reste du monde	109
4. Le Tableau économique d'ensemble (TEE) et la représentation complète du circuit	110
4.1 Les conventions de représentation	110
4.2 Le Tableau de l'économie française	115

L'essentiel	120
Entraînez-vous	122
Solutions	125

Chapitre 5	Les lois du circuit économique national	129
1.	Les relations entre agrégats	130
1.1	Les agrégats	130
1.2	Les relations agrégées	132
2.	La méso-analyse de la production	137
2.1	Le tableau entrées-sorties	138
2.2	Le modèle de Leontief	147
	L'essentiel	151
	Entraînez-vous	152
	Solutions	155

Partie 3

Les grandes fonctions économiques 157

Chapitre 6	Monnaie et crédit : des intermédiaires financiers aux entreprises	159
1.	La place de la monnaie dans l'économie	159
1.1	La nature de la monnaie	160
1.2	Les formes de la monnaie	163
1.3	La création monétaire	167
2.	Le financement de l'économie	171
2.1	Le marché des crédits ou le financement intermédié	171
2.2	Le refinancement des crédits	175
2.3	Le marché des capitaux ou le financement désintermédié	181
3.	La régulation de la monnaie et du crédit	189
3.1	L'équilibre comptable	189
3.2	La politique de la monnaie et du crédit	195
	L'essentiel	203
	Entraînez-vous	204
	Solutions	206

Chapitre 7	Investissement, production et revenu : des entreprises aux ménages	209
1.	L'investissement	210
1.1	Investissement et capital	210
1.2	La décision d'investissement	218
2.	Production et croissance	224
2.1	L'évaluation de la croissance économique	224
2.2	L'évaluation des facteurs primaires de la croissance	227
2.3	L'évaluation des facteurs techniques de la croissance	232
3.	Revenu et inégalité	235
3.1	Les revenus	235
3.2	La répartition des revenus	239
3.3	La mesure de l'inégalité de la répartition	241
	L'essentiel	246
	Entraînez-vous	247
	Solutions	248
Chapitre 8	Consommation et épargne : des ménages aux intermédiaires financiers	251
1.	La fonction de consommation	252
1.1	L'analyse keynésienne de courte période	253
1.2	La fonction friedmanienne de longue période	257
2.	Le rôle macroéconomique de l'épargne	260
2.1	L'épargne et la circulation monétaire	261
2.2	Épargne et crise	269
	L'essentiel	273
	Entraînez-vous	274
	Solutions	275

Partie 4

Introduction à l'analyse macroéconomique des déséquilibres

277

Chapitre 9 L'inflation et le chômage

279

- 1. La relation inflation-chômage dans la logique du marché 279
 - 1.1 La relation de Phillips-Lipsey 281
 - 1.2 La caution keynésienne 283
 - 1.3 La stagflation, le monétarisme et la crise du keynésianisme 284
- 2. La relation inflation-chômage dans la logique du circuit 287
 - 2.1 Chômage conjoncturel et chômage structurel selon le circuit keynésien 287
 - 2.2 L'inflation de sortie de crise et l'analyse keynésienne de la stagflation 288
 - 2.3 La réfutation keynésienne de la théorie quantitative de la monnaie 293

L'essentiel 295

Entraînez-vous 296

Solutions 297

Chapitre 10 Déficit et dette publics

301

- 1. Définitions, formes et mesures 301
 - 1.1 Le déficit public 301
 - 1.2 La dette publique 304
- 2. Les approches théoriques de la dette 306
 - 2.1 La dette comme frein à l'activité économique chez les néo-classiques 306
 - 2.2 Le rôle moteur de la dette chez Keynes et les post-keynésiens 309
 - 2.3 La soutenabilité de la dette 311

L'essentiel 313

Entraînez-vous 314

Solutions 315

Chapitre 11	Crises financières et crise écologique	317
1.	Les déterminants des crises financières	317
1.1	La théorie de la déflation par la dette de Fisher	318
1.2	Incertitude et comportement conventionnel chez Keynes	320
1.3	L'hypothèse d'instabilité financière de Minsky	322
2.	La crise écologique	324
2.1	La macroéconomie au défi de l'écologie	324
2.2	La crise écologique est une question sociale	327
2.3	Le rôle de la croissance	329
2.4	Pour une économie raisonnable	333
	L'essentiel	335
	Entraînez-vous	336
	Solutions	337
Annexe	Conseils méthodologiques pour la dissertation en économie	339
	Bibliographie	343
	Index	347

À Frédéric Poulon

Avant-propos à la troisième édition

Ce manuel de *Macroéconomie* n'est pas, à proprement parler, un nouveau manuel. Il est l'héritier d'*Économie générale* de Frédéric Poulon qui, de 1982, date de la première édition, à 2015, date de la huitième et dernière édition, a permis à de nombreuses générations d'étudiants de s'initier à l'économie.

Je tiens à remercier très chaleureusement Frédéric Poulon, qui a été mon professeur, puis mon directeur de thèse, pour la confiance qu'il m'a accordée en 2018 en me proposant de continuer à faire vivre un ouvrage dont les qualités pédagogiques sont unanimement reconnues. En accord avec les éditions Dunod, il a été décidé de le recentrer sur les questions macroéconomiques, donnant naissance en 2019 à la première édition de *Macroéconomie*.

Cette troisième édition conforte la priorité donnée, conformément à la tradition perpétuée par Frédéric Poulon, à l'analyse de circuit que Joseph Schumpeter considérait comme l'une des lignes de force les plus importantes de toute l'analyse économique. Cette approche fournit un lien naturel avec la comptabilité nationale qui est au cœur des enseignements de L1. Elle consacre le rôle central de la monnaie en économie et permet d'analyser les causes des crises économiques. Au final, elle offre une représentation complète et réaliste du fonctionnement de nos économies contemporaines et permet d'appréhender les défis de notre temps.

Ce manuel est une introduction à la macroéconomie. Il est destiné en priorité aux étudiants de L1 Économie-Gestion, mais aussi aux étudiants débutants d'autres filières (AES, IEP, Droit, CPGE, etc.). De ce fait, il ne nécessite aucun prérequis en économie ou en mathématiques.

Je souhaite remercier les éditions Dunod pour le soutien apporté. Je suis particulièrement reconnaissant envers Guillaume Clapeau et Sandrine Paniel qui ont assuré le suivi rigoureux de cette troisième édition.

Introduction

Une brève histoire du capitalisme

Les sept décennies qui nous séparent aujourd'hui de la fin de la Seconde Guerre mondiale recouvrent trois périodes contrastées. La première, dite des « Trente Glorieuses », nous laisse le souvenir d'une grande prospérité. Le choc pétrolier de 1973-1974, en ouvrant la deuxième grande crise du xx^{e} siècle (après celle de 1929), mit un terme à cette période faste. Elle fut suivie de trois autres décennies appelées, par opposition avec les trois précédentes et pour pasticher la célèbre expression de Jean Fourastié, les « Trente Piteuses ». Elles ont débouché en 2007 sur une crise de grande ampleur qu'on a comparée à celle de 1929. Cette troisième grande crise en l'espace d'un siècle, doublée d'une crise écologique dont les effets sont aujourd'hui très visibles, ouvre une nouvelle période qu'il est prématuré de vouloir dépeindre. Mais nous pouvons tenter de saisir le fil de ce vaste mouvement qui depuis un siècle, et en réalité bien au-delà, semble conduire le capitalisme.

Ce mouvement, dont la phase actuelle est nommée « mondialisation », est une gigantesque dynamique de flux et de reflux à travers le temps et l'espace. Fernand Braudel a magistralement décrit les flux et reflux géographiques du capitalisme autour de ses « villes-mondes » successives : Florence et Bruges à la fin du Moyen Âge, Venise et Anvers à la Renaissance, puis au xvii^{e} siècle Amsterdam, ville-monde à laquelle succède Londres aux xviii^{e} et xix^{e} siècles avant que, traversant l'Atlantique, le centre du capitalisme n'élise domicile, aux xx^{e} et xxi^{e} siècles, à New York.

Ce balancement géographique du capitalisme au cours du temps se double d'une marche séculaire où alternent de longues phases de mondialisation et de « démondialisation ». La mondialisation actuelle serait en fait déjà la troisième :

- la *première*, commencée par les Grandes Découvertes, couvre les xv^{e} et xvi^{e} siècles ; elle correspond à l'essor du *capitalisme commercial*, premier stade du capitalisme. Elle est venue buter, aux xvii^{e} et xviii^{e} siècles, sur la montée en Europe des États-nations et les remparts dont ceux-ci se sont entourés ;
- la *deuxième* mondialisation, au xix^{e} siècle, est contemporaine de la révolution industrielle, et correspond au *capitalisme industriel*, deuxième stade du capitalisme ; elle atteint son apogée dans les années 1860-1880 marquées, comme l'a souligné Paul Bairoch [1999]¹, par l'extension maximum du libre-échange et le lancement des puissances européennes dans l'aventure coloniale ; elle vient échouer sur la Première puis la Seconde Guerre mondiale et, dans l'entre-deux, la Grande Crise des années 1930 et la vague consécutive de protectionnisme ;

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

- avec l'avènement du *capitalisme financier*, troisième stade du capitalisme, qui prend son envol dans les années 1970 après que le dollar se fut libéré de la contrainte de l'or et que les chocs pétroliers eurent amené une internationalisation de la finance, apparaîtrait la *troisième* mondialisation qui, selon toute vraisemblance, pourrait à son tour, comme les deux précédentes, être suivie de « démondialisation ». Il n'est en effet pas exclu que la pandémie de Covid-19, conjuguée aux effets du changement climatique, marque le départ d'une nouvelle phase de « démondialisation ».

Il y a toute raison de penser que cette succession, liée à l'histoire même du capitalisme, se poursuivra aussi longtemps que perdurera celui-ci. Du reste, après New York, les villes-mondes candidates à sa succession sont d'ores et déjà légion : Shanghai, Delhi, Séoul... Toutefois, la contrainte écologique, dont nous pouvons sentir la force croissante comme le changement climatique en cours, devrait nous inciter à repenser le mode de fonctionnement de nos sociétés modernes, donc à nous interroger sur le bien-fondé du capitalisme contemporain.

Formuler un jugement sur l'économie de son temps nécessite, comme nous y invite Braudel, à prendre une certaine hauteur de vue, faute de quoi on est voué à regarder avec des œillères le monde qui nous entoure. De ce demi-aveuglement, bien des exemples nous sont hélas donnés jusque dans l'histoire contemporaine.

Lorsqu'apparut la crise de 1929, les esprits mal préparés crurent, malgré l'ampleur, à la répétition d'une crise semblable à celles qui à un rythme décennal avaient scandé au siècle précédent l'histoire du capitalisme. En bref, on crut la crise conjoncturelle. « La reprise est au tournant de la rue » proclamait avec optimisme le chef de l'exécutif états-unien d'alors, le président Hoover. Il fallut plusieurs années pour comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une crise conjoncturelle, mais d'une crise profonde, durable, structurelle en somme. Et il ne fallut pas moins que la Seconde Guerre mondiale et l'immense chantier qui s'ensuivit pour relancer le capitalisme mondial.

Lorsque survint la rupture de 1973 causée par le quadruplement brutal du prix du pétrole, on commit la même erreur. On crut que pour remédier à l'anémie que le choc pétrolier avait infligée à l'économie mondiale, il suffisait d'injecter dans celle-ci un sang neuf par un gigantesque recyclage des capitaux absorbés par les pays exportateurs de pétrole. Ainsi s'est mis en place, à l'échelle planétaire, le recyclage des « pétrodollars » qui a entraîné les pays non producteurs de pétrole, et parmi eux l'immense majorité des pays en développement, dans une colossale spirale d'endettement, sans pour autant faire revenir la croissance. Ce n'est qu'après le second choc pétrolier, en 1979, et l'éclatement consécutif de la grande crise internationale d'endettement, en 1982, que les mentalités ont changé. On cessa d'incriminer exclusivement les pays pétroliers. L'idée commença à se répandre que la rupture de 1973 avait des racines plus profondes, plus lointaines. En France, une étude clairvoyante et en avance sur son temps, publiée dès 1974 par l'Insee sous le titre *Fresque historique du système productif*, avait montré que la situation n'avait pas attendu le premier choc pétrolier pour se dégrader : la dégradation, notamment des profits des entreprises, avait commencé en fait vers le milieu des années 1960,

c'est-à-dire à un moment où la concurrence internationale s'était mise à frapper de plein fouet notre économie et beaucoup d'autres avec elle. Ainsi, l'internationalisation – appelée plus tard globalisation ou mondialisation – s'apprêtait au seuil des années 1980 à passer sur le banc des accusés.

L'internationalisation de la production et des échanges, provoquée par l'abaissement général des barrières douanières, est un phénomène majeur de notre temps. Mais, sous-jacent, un phénomène plus fondamental encore apparaît : la primauté de la monnaie et de la finance. Cette primauté est aujourd'hui si manifeste, si éclatante qu'il n'est pas exagéré de dire de notre époque qu'elle est avant tout celle de l'avènement du règne absolu de l'argent sur le monde.

La « monétisation » des économies est pourtant un phénomène ancien dont l'origine remonte au XVI^e siècle, aux premiers temps du capitalisme commercial. La monnaie, auparavant, était surtout une réserve de richesse, vouée plus à la thésaurisation qu'à la dépense. Avec le nouvel essor du commerce, elle tend à être de plus en plus un instrument de transaction. La sphère des échanges marchands se développe, tandis que la quantité de monnaie s'accroît par la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent et, plus tard, par l'invention d'autres formes de monnaies telles que la monnaie fiduciaire ou la monnaie scripturale. Mais ce développement ne se fait que très progressivement. Il appelle en réalité des bouleversements politiques et sociaux qui prendront forme, en France par exemple, dans la Révolution de 1789 puis dans les conquêtes successives du libéralisme tout au long du XIX^e siècle.

La liberté, et d'abord la liberté de chacun de disposer de sa propre personne, est en effet la condition première du développement des échanges. Si l'abolition du servage est déjà en grande partie chose faite à la veille de la Révolution française, la suppression des corporations dans les villes enlève les dernières entraves à la libre utilisation de la main-d'œuvre par tous ceux qui ont les moyens de l'acheter. La disparition des réglementations corporatives, la dissolution des liens personnels qui unissaient le maître à ses compagnons, le seigneur à ses serfs, le monarque à ses sujets et, au lieu de cela, l'instauration de la liberté, notamment celle des échanges, signifie, pour qui a de l'argent à investir, l'espoir d'une appropriation illimitée du travail d'autrui et par suite une accumulation infinie de richesses. Le jeu n'est cependant pas sans risque puisqu'il implique la libre concurrence, c'est-à-dire finalement la liberté pour le plus fort de « dévorer » le plus faible. Telle est la règle du capitalisme industriel qui a surtout pris son essor au XIX^e siècle en n'hésitant d'ailleurs pas à substituer à l'asservissement individuel, qu'il avait juridiquement aboli au-dedans, celui de contrées lointaines à la conquête desquelles il s'est lancé au-dehors, mettant ainsi en lumière ce paradoxe du capitalisme de toujours vouloir à la fois libérer et asservir.

À peine la colonisation était-elle achevée qu'apparaissait son contraire. Le grand mouvement de décolonisation, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, ne fut pas seulement une victoire de mouvements nationalistes sur la résistance parfois opiniâtre des métropoles. Il est dû également à la pression de nouvelles puissances capitalistes,

privées de colonies parce que formées plus tardivement, mais devenues prépondérantes dans le monde de l'après-guerre. En supprimant la sujétion des colonies à leur métropole, le capitalisme financier contemporain a pour ainsi dire répété, mais à l'échelle des nations, le processus de libération qui, jadis, à l'aube de la révolution industrielle et à l'échelle des individus, avait ouvert un espace immense à l'expansion de la sphère des échanges marchands.

L'histoire économique du monde depuis la deuxième moitié du ^{xx}e siècle est au fond celle de la mise en place par séismes successifs de ce capitalisme financier transnational. La crise de l'or, dans les années 1960, supplanté par le dollar américain au début des années 1970, la grande crise internationale d'endettement des années 1980 consécutive aux deux chocs pétroliers, la crise financière internationale de la première décennie du ^{xxi}e siècle, en ont été jusqu'à ce jour les principaux épisodes. Le processus, qui continue de se développer, devra pourtant à l'avenir prendre en compte les conséquences de la crise écologique. Mais d'ores et déjà, il est sûr qu'il faut en priorité s'attacher à la logique du fonctionnement de l'économie monétaire pour comprendre le monde où nous vivons.

La place de la monnaie est d'ailleurs, depuis longtemps, l'objet d'une controverse ardente entre les économistes. La discussion n'est pas seulement académique. Elle cache une radicale opposition de croyance en l'aptitude de l'économie libérale à bien fonctionner ou non. Les uns, pour qui la monnaie au fond n'est qu'un « voile » qu'il suffit de soulever pour percevoir la réalité des phénomènes, croient l'équilibre accessible par le libre jeu du marché entre les entreprises, qui offrent les produits, et les travailleurs, qui les acquièrent en échange de leur travail. Les autres, pour qui la monnaie est, bien plus qu'une sorte de bon d'achat, la faculté même d'acheter ou de ne pas acheter, pensent que son intervention dans l'économie est de nature à engendrer le déséquilibre. La première conception des choses a longtemps prévalu. Elle a été mise en défaut, de façon flagrante, par la grande crise des années trente qui a révélé l'inexistence d'un équilibre automatique et suscité alors un renouvellement de la théorie d'où est issu le rejet, de nos jours, de la classique « dichotomie » entre les questions monétaires et les questions dites réelles.

Renoncer à cette dichotomie exige que l'on fasse entrer en scène, à côté des acteurs habituels que sont les entreprises et les ménages, les agents dont la fonction principale est d'émettre et de réguler la monnaie ainsi réhabilitée. Ces agents sont les intermédiaires financiers et, plus particulièrement, les banques. L'économie monétaire, par opposition à l'économie classique qui ne nous présentait que deux catégories d'agents, est une économie à trois catégories d'agents, chacune ayant un rôle spécifique :

- les *banques* : elles prêtent de l'argent aux entreprises pour leur permettre d'entreprendre leur activité de production ;
- les *entreprises* : elles utilisent l'argent à divers achats et notamment au paiement de salaires aux ménages dont elles acquièrent la force de travail ;
- les *ménages* : ils dépensent leurs revenus monétaires en consommation auprès des entreprises jusqu'au moment où ils préfèrent les conserver en épargne.